Rôle de la séance publique du 04/07/2025 à 14h15

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRE
Assesseurs : Monsieur PENHOAT et Monsieur VIEVILLE
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU**01) N° 2403053****RAPPORTEUR : M. le Pdt. QUILLÉVÉRE**

Demandeur	M. M Khanaev	Me PAPINEAU
	Mme M Milena	Me PAPINEAU
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Mme Milena M , née P et M. Khanaev M demandent à la cour d'annuler le jugement n°s 2317873, 2317874 du 21 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leurs demandes tendant à l'annulation des arrêtés du 29 novembre 2023 du préfet de Maine-et-Loire portant obligation de quitter le territoire français sans délai, fixant le pays de renvoi et portant interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an et les assignants à résidence pour une durées de 6 mois, puis par un arrêté du 19 janvier 2024, un renouvellement d'assignation à résidence pour 45 jours.

02) N° 2403114**RAPPORTEUR : M. le Pdt. QUILLÉVÉRE**

Demandeur	M. C Aboubacar	Me NERAUDAU
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

M. Aboubacar C demande à la cour d'annuler le jugement n° 2409771 du 5 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 27 juin 2024 du préfet de la Loire-Atlantique portant obligation de quitter le territoire français sans délai en fixant le pays de renvoi et lui interdisant le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.

Rôle de la séance publique du 04/07/2025 à 14h45

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRE
Assesseurs : Monsieur PENHOAT et Monsieur VIEVILLE
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU**01) N° 2402445 RAPPORTEUR : M. PENHOAT**

Demandeur M. D Ibrahima Me DESFRANCOIS
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Ibrahima D demande à la cour d'annuler le jugement n° 2400655 du 19 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 janvier 2024 du préfet de la Loire-Atlantique portant obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de renvoi.

02) N° 2500018 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. E Ilyas CABINET PIGEAU MEMIN
CONTE MURILLO
Défendeur PREFECTURE DE LA SARTHE

M. Ilyas E demande à la cour d'annuler le jugement n° 2405468 du 3 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande à l'annulation de l'arrêté du 2 avril 2024 du préfet de la sarthe portant obligation de quitter le territoire français sans délai en fixant le pays de renvoi et lui interdisant le retour sur le territoire français pendant une durée de 2 ans.

03) N° 2500096 RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. M Benjamin SELARL ATLANTIQUE
ASSOCIES
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Benjamin M demande à la cour d'annuler l'ordonnance n° 2415121 du 12 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 1er août 2024 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de renvoi.

04) N° 2500261

RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. C Oumar

Me NERAUDAU

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Oumar C demande à la cour de réformer le jugement n° 2314387 du 10 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a d'une part, annulé les décisions portant refus d'octroi d'un délai de départ volontaire et interdiction de retour sur le territoire français contenues dans l'arrêté du 27 septembre 2023 du préfet de la Loire-Atlantique, et d'autre part, a rejeté le surplus de sa demande, portant sur l'obligation de quitter le territoire français en fixant le pays de renvoi.

05) N° 2500313

RAPPORTEUR : M. PENHOAT

Demandeur M. H Anis

SELARL BOEZEC CARON
BOUCHE AVOCATS

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Anis H demande à la cour d'annuler le jugement n° 2108213 du 27 novembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 21 mai 2021 du préfet de la Loire-Atlantique portant refus de lui délivrer une carte de résident.

Rôle de la séance publique du 04/07/2025 à 15h30

Président : Monsieur le Président QUILLÉVÉRÉ
Assesseurs : Monsieur PENHOAT et Monsieur VIEVILLE
Greffière : Madame MARCHAIS

RAPPORTEUR PUBLIC : M. BRASNU

01) N° 2403181 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	SASU KER YAN	CABINET FIDAL (QUIMPER)
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Requête de la SASU KER YAN contre le jugement n° 2203137 du 18 septembre 2024 du tribunal administratif de Rennes en tant qu'il a rejeté sa demande tendant à prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés auxquelles elle a été assujettie au titre des années 2016 à 2018, ainsi que des pénalités correspondantes.

02) N° 2403316 RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur	M. et Mme C André	SARL BONDIGUEL & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

M. et Mme André C demandent à la cour de réformer le jugement n° 2201046 , 2201049 du 2 octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté partiellement leur demande tendant à prononcer la décharge des cotisations supplémentaire d'impôts sur le revenu et de taxe sur la valeur ajoutée, mise à leur charge, au titre des années 2003 à 2007 ainsi les pénalités correspondantes.

08) N° 2501358

RAPPORTEUR : M. VIEVILLE

Demandeur PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

Défendeur H Ersilda

Me ROULLEAU

Le préfet du Maine-et-Loire demande à la cour de surseoir à l'exécution du jugement n° 2318109 du 24 avril 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a annulé son arrêté du 6 novembre 2023 refusant à Mme Ersilda H un titre de séjour et l'obligeant à quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de renvoi.